



CURRICULUM VITAE

NOM & Prénom : HARSI Abdallah
Titre & Fonction : Professeur des Universités
Institutions : Faculté de Droit de Fès
Equipe(s) LM-DP : Equipe Maroc
Fonction(s) au LM-DP : Co-directeur de l'équipe Maroc
Courriel de contact : ...



1. Données personnelles

Prénom : Abdallah
Nom : HARSI
Date de naissance : 11/11/54
Profession : Enseignant-chercheur – Grade : Professeur de l'enseignement supérieur « C ».

Date de recrutement : 02 janvier 1980
Adresse professionnelle : Faculté de Droit, B.P. 42 A, Fès, Maroc.
GSM : 0661 068 064.

2. Formation et diplômes (en français)

- Licence en sciences politiques, Faculté de droit de Rabat, 1977.
- Diplôme d'études supérieures en sciences politiques, Faculté de droit de Rabat, 1988.
- Thèse de doctorat d'Etat en droit public, Faculté de droit de Fès, 1993.

3. Langues de travail : Français et Arabe

4. Expérience et responsabilités professionnelles

- Membre du Conseil d'Université de 1988 à 1998.
- Chef du département de droit public de 2003 à 2009 (2 mandats)
- Coordinateur du Master Droit et gestion des collectivités locales (depuis 2010 à 2017)
- Coordinateur du Master « Droit des contentieux publics » pour les années de 2017 à 2020.

5. Associations

- Membre actif de l'Association Marocaine de droit constitutionnel (Rabat).
- Président de l'association « Observatoire de l'Observatoire de la Gouvernance et de la Gestion de la chose publique », Fès, 2013.
- Membre du bureau exécutif de l'Ecole citoyenne des Eudes politiques depuis 2016 (Rabat)

PRINCIPAUX TRAVAUX D'EXPERTISE, D'ENCADREMENT ET DE REPORTING (Rendus publics) :

- *Le système d'intégrité arabe pour la lutte contre la corruption*, Source Book Arabe réalisé en collaboration avec Transparency International, (chapitre réalisé : Le médiateur et la lutte contre la corruption), 2005, www.transparency.org
- *Les aspects institutionnels, législatifs et réglementaires de la décentralisation et de la régionalisation au Maroc, Bilan et perspectives* (en collaboration avec le professeur Mohammed El Yaâgoubi), Contribution au *Rapport sur le Développement Humain au Maroc*
-
50 ans d'Indépendance (dit Rapport du cinquantenaire), sous la direction du Cabinet Royal, à l'occasion de 50 ans d'indépendance du Maroc, janvier 2006, www.rdh50.ma
- *Encadrement et rapport de synthèse du Débat régional de Fès*, dans le cadre des *Rencontres des collectivités locales* organisées par le Ministère de l'Intérieur, Fès, 7 novembre 2006, et participation aux ateliers de la *Rencontre Nationale des Collectivités locales* sous le thème « Développement des villes, citoyenneté et responsabilité, organisée par le Ministère de l'Intérieur sous la Présidence effective du Roi, Agadir, 12-13 décembre 2006.
- *Evaluation du cadre pour l'organisation des élections (élections législatives, référendums et élections locales) - Maroc*, janvier 2007 (DRI et Transparency Maroc), www.democracy-reporting.org
- *Evaluation qualitative de l'élection à la Chambre des représentants – Maroc*, novembre 2007, (DRI et Transparency Maroc), www.democracy-reporting.org
- *Rencontre régionale sur la révision de la Charte communale, Régions : Fès-Boulemane, Meknès-Tafilalet*, Encadrement de l'atelier et rapport de synthèse, organisée par le ministère de l'intérieur, 13 février 2008 (Fès).
- *Rencontre régionale sur la révision de la Charte communale, Régions de Casablanca-Rabat*, Encadrement de l'atelier et rapport de synthèse, organisée par le ministère de l'intérieur, 27 février 2008 (Casablanca)
- *Rencontre régionale sur la révision de la Charte communale, Laâyoune*, Encadrement de l'atelier et rapport de synthèse, organisée par le ministère de l'intérieur, 10 mars 2008, (Laâyoune).
- *Rédaction du Rapport de synthèse National sur la révision de la charte communale, des huit Rencontres régionales*, remis au organisée par le ministère de l'intérieur, fin 2008.
- *Evaluation du cadre pour l'organisation des élections communales – Maroc, 2009* ((DRI et Transparency Maroc), www.democracy-reporting.org
- *Préparation et animation des sessions plénières des Rencontres avec les présidents de communes sur « L'institution communale »*, en collaboration avec le PNUD, Région de Fès-Boulemane, Région Rabat-Salé-Zemmour-Zâer, du 7 décembre au 16 décembre 2009.
- *Propositions et recommandations relatives à une loi sur l'accès à l'information*, Rapport de synthèse des travaux du « Débat National sur le droit d'accès à l'information, Organisé par

Transparency Maroc, en partenariat et avec le soutien de : L'UNESCO – L'Ambassade du Royaume des Pays-Bas, Les 10 et 11 décembre 2010 – Rabat

- **Rapport de synthèse et recommandations, rédigé conjointement avec M. Ahmed Bouachik**, Séminaire international sur « La dimension de démocratie et des droits de l'Homme dans l'Initiative Marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie pour la région du Sahara, organisé par le Conseil Nationale des Droits de l'Homme, Dakhla, 21-22 février 2011.

- **Encadrement d'un atelier et rapport de synthèse et recommandations**, dans le cadre du Forum national des élus communaux sous le thème « La coopération et le partenariat », organisé par le Ministère de l'Intérieur à Marrakech, 25-26 avril 2011.

- **Ça vous appartient : l'information du public au Maroc**, Rapport rédigé pour le compte de Transparency Maroc et Transparency International, 2013 (dépôt légal : 2013MO2010)

CONTRIBUTIONS RECENTES (après la Constitution de 2011) :

1. **L'organisation administrative locale et la révision de la constitution**, contribution à la journée d'étude « Quelle place pour l'Administration publique dans la réforme constitutionnelle ? », organisée par la Revue Marocaine d'Administration Locale et de Développement (REMALD) et l'Ecole Nationale d'Administration (ENA), Rabat, 27 avril 2011.
2. **La société civile et la régionalisation avancée dans la nouvelle constitution**, contribution à la journée d'étude « Les nouveaux dispositifs de la citoyenneté dans la constitution » organisée par l'Université Mohammed V et le Groupe de Recherche sur les Politiques Publiques et la Gouvernance Institutionnelle, Rabat, 13 octobre 2011.
3. **Préparation et Présentation de la plateforme de Transparency Maroc sur le droit d'accès à l'information, Priorités et idées directrices pour une loi sur l'accès à l'information au Maroc**, contribution à la Rencontre sur le droit d'accès à l'information, organisée par Transparency Maroc, l'UNESCO et le Royaume des Pays-Bas, Rabat, 20 octobre 2011.
4. **Le rôle de la société civile en matière de gouvernance locale**, contribution à la rencontre régionale organisée par le Ministère de l'Intérieur au profit des élus locaux de la Région Rabat-Salé-Zemmour-Zaër, Rabat, 26 janvier 2012.
5. **Les futurs défis pour l'accès à l'information au Maroc**, contribution au colloque international sur le droit d'accès à l'information organisé par le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), les 21 et 22 septembre 2012 à Casablanca.
6. **Le contentieux électoral**, contribution au Séminaire international sur la Cour constitutionnelle, organisé par le CCDH, Rabat, 15-16 octobre 2012
7. **Le droit d'accès à l'information au Maroc : Etat des lieux et perspectives à la lumière de la nouvelle constitution**, contribution au Colloque international sur « La mise en œuvre du gouvernement ouvert » Organisé par le Ministère de la fonction publique et de la modernisation de l'Administration, 8 novembre 2012 - Rabat

8. ***La reconnaissance du droit d'accès à l'information : dynamique et perspectives***, contribution à la Journée d'étude sur le thème « L'avant-projet de la loi 31-13 relative au droit d'accès à l'information » organisée par le Réseau Marocain pour le Droit d'accès à l'Information et la Commission de la justice, la législation et les droits de l'Homme à la Chambre des conseillers, Rabat, 17 juin 2013.
9. ***Les apports de la constitution en matière de décentralisation et collectivités territoriales***, contribution dans le cadre de la Rencontre régionale organisée par l'Association Marocaine des Présidents des Conseils communaux, 19 mars 2014, Fès.
10. ***Les Autorités Administratives Indépendantes à la lumière de l'évolution constitutionnelle récente***, contribution au Colloque sur « Les autorités indépendantes dans la constitution de 2011 : quel contenu ? Quelles implications ? », organisé par l'Association Marocaine de droit Constitutionnel, le Département de droit public de la Faculté de droit de Fès, en collaboration avec la fondation Hanns Seidel d'Allemagne, les 4 et 5 avril 2014 à Fès.
11. ***Gouvernance territoriale et les défis de la recomposition territoriale à travers la régionalisation, la réforme de la charte communale et le système global de la décentralisation au Maroc***, contribution au 1^{er} séminaire de formation dans le cadre du Cycle 2014 de l'Ecole Citoyenne des Etudes politiques, Fès, du 1^{er} au 4 mai 2014.
12. ***La situation du Droit d'Accès à l'Information : cas du Maroc***, contribution à la Rencontre régionale organisée par l'UNESCO sur « Le droit d'Accès à l'Information publique, rôles et leviers d'action de la société civile », Rabat, 13 juin 2014.
13. ***Le rôle de la société civile dans la reddition des comptes***, contribution au colloque international «Repenser la responsabilité et la reddition des comptes de l'administration publique à l'heure de la globalisation, la décentralisation et la privatisation », organisé par l'Institut International des sciences administratives et l'Ecole Nationale de l'Administration, Ifrane (Université Al Akhawayn), 14 juin 2014.
14. ***Le système institutionnel de la gouvernance locale***, contribution à la Journée d'étude organisée au profit des élus des conseils locaux de la région Rabat-Salé-Zemmour-Zaër sous le thème « Gouvernance et gestion locale », Rabat, 19 juin 2014.
15. ***L'avant-projet de la loi organique relative à la région : étude analytique à la lumière des principes constitutionnels***, contribution au diner-débat sous le thème « L'an III de la constitution de juillet 2011 : évaluation du processus de mise en œuvre et perspectives », organisé par la REMALD, Rabat, 18 juillet 2014.
16. ***L'expérience communale au Maroc : état des lieux et perspectives à la lumière de l'évolution constitutionnelle récente***, contribution à la journée d'étude sous le thème « L'expérience communale au Maroc : enjeux et défis », organisée par le Centre Jacques Berque et la Fondation Heinrich Böll, Rabat, 20 novembre 2014.
17. ***Recommandations pour promouvoir la transparence et la bonne gouvernance dans la nouvelle charte communale sur la base des réformes constitutionnelles***,

contribution au séminaire « Pour une charte communale qui répond aux réformes constitutionnelles » organisé par Transparency Maroc en partenariat avec la Fondation Heinrich Böll, Rabat, 25 novembre 2014.

18. ***Les mécanismes participatifs de dialogue et de concertation dans le projet de loi organique relative à la région***, contribution à la Journée d'études organisée par la Commission régionale des droits de l'Homme Fès-Meknès et l'Observatoire de la Gouvernance et de la Gestion de la Chose publique sur le thème : « La régionalisation avancée à la lumière des principes constitutionnels et du projet de loi organique n° 111.14 relative à la région », le 9 avril 2015, Fès.
19. ***La réforme de la Charte Communale : une libre administration à la hauteur de la Constitution de 2011 ?***, contribution au Colloque organisé par l'Ecole de Gouvernance et d'Economie (EGE), 25-29 mai 2015, Rabat.
20. ***Lecture analytique des lois organiques de la réforme territoriale***, contribution à la table ronde organisée par l'Ecole Nationale d'administration et la Revue Marocaine d'Administration Locale et de Développement sur le thème « La nouvelle réforme territoriale : Enjeux actuels et futurs de la mise en œuvre », le 4 juin 2015, Rabat.
21. ***Le concept de démocratie dans les lois organiques relatives à la région et aux autres collectivités territoriales***, contribution à la table ronde organisée par la Revue Marocaine d'Administration Locale et de Développement sur le thème « L'an IV de la constitution de juillet 2015 : évaluation du processus de mise en œuvre », le 1 juillet 2015, Rabat.
22. ***Présentation des expériences de Transparency Maroc dans la lutte contre la corruption dans le contexte électoral au Maroc***, contribution au Débat Green Salon n°4 organisé par fondation Heinrich Böll Stiftung - Afrique du Nord Rabat (HBS), 14 juillet 2015, Rabat.

II. FORMATIONS RECENTES (au profit d'ONGs et des élus): au Maroc : 2015 - 2016

1. ***Réalisation d'une formation sur l'organisation administrative territoriale du Maroc et son système politique au profit des membres de l'équipe du programme CoMun*** (« Coopération municipale au Maghreb », GIZ - coopération allemande), 28-29 avril 2015, Rabat.
2. ***Gouvernance locale et accès à l'information***, séminaire de formation au profit des associations, organisé par Transparency Maroc à Nador sous le titre « Pour une société civile consciente et responsable », 20 septembre 2015.
3. ***Gouvernance locale et accès à l'information***, séminaire de formation au profit des associations, organisé par Transparency Maroc à Tanger sous le titre « Pour une société civile consciente et responsable », 25 octobre 2015.
4. ***La nouvelle organisation administrative et territoriale du Maroc et son système politique – Mécanismes de la territorialisation de la stratégie nationale d'immigration et d'asile***, Formation au profit de l'équipe du Projet : « Renforcement des collectivités

territoriales dans le domaine migratoire » (RECOMIG), GIZ, coopération Allemande, 22 et 28 septembre 2015, Rabat.

5. ***Encadrement et rédaction du rapport de l'atelier sur « Les pétitions aux pouvoirs publics, à la lumière du projet de loi organique 44.14 »***, Programme Renforcement de la société civile au Maroc (CSSP), en collaboration avec Counterpart International, 13 octobre 2015.
6. ***Animation de la première rencontre du (Réseau Marocain de la Gouvernance Participative (REMAGP) sur le thème des cadres juridiques et législatifs réglementaires de la Gouvernance Participative Locale au Maroc, Commune de Kénitra, formation au profit des élu(e)s en collaboration avec GIZ, 21 et 22 décembre 2015, avec rédaction d'un manuel de capitalisation.***
1. ***Les nouvelles dispositions relatives aux mécanismes de coopération au niveau des communes dans la loi organique n°113-14 : sociétés de développement local, établissements intercommunaux de coopération, groupements de collectivités territoriales, conventions de coopération et de partenariat***, atelier de formation au profit du conseil communal de Fès, 23 janvier 2016.
2. ***Animation d'un espace d'échange autour du système politique du Maroc, avec un accent sur la politique et les cadres législatifs régissant la décentralisation ainsi que les dispositions qui favorisent l'implication de la société civile et la participation des populations à la gestion des affaires publiques, au profit de l'équipe du programme Promotion de la gestion de proximité dans les communes »***, GIZ – coopération allemande, 20-21 avril 2016, Rabat.
3. ***Convergences entre les objectifs de la Stratégie Nationale de l'Immigration et d'Asile et les compétences des collectivités territoriales***, présentation dans le cadre de l'Atelier de lancement du projet « Renforcement des capacités des collectivités territoriales dans le domaine migratoire » (RECOMIGG), organisé par la GIZ – Maroc, 17 mai 2016, Rabat.
4. ***Cours de Formation Contre la Corruption : Les thématiques des droits de l'homme, la sécurité humaine et la bonne gouvernance et la manière dont les axes de celles-ci permettent la mise en place de politiques de lutte contre la corruption***, Module IX – Droits de l'Homme, Atelier organisé par l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR Hiroshima), 24-27 octobre 2016, Casablanca.

III. FORMATIONS RECENTES A L'ETRANGER : 2015-2016

1. ***L'expérience marocaine en matière de décentralisation***, contribution à l'atelier de formation organisé par le Centre al-hayat de développement de la société civile en collaboration avec Research triangle international organisé le 14 juin 2015, **Amman, Jordanie**.
2. ***Les mécanismes participatifs au niveau des collectivités territoriales: cas marocain, Avec un aperçu sur les notions de décentralisation et de gouvernance locale***, Séminaire «Décentralisation et démocratie participative», Programme renforcement des capacités de la société civile, formation au profit de la société civile et des élus, organisée par l'Ecole politique de Tunis, **Hamamet (Tunisie)** 7 novembre 2015.

3. ***Formation au profit des élus et cadres administratifs supérieurs Libyens sur les thèmes: 1- Le système actuel de la décentralisation au Maroc ; 2- La nouvelle loi organique régissant les communes : processus de la réforme et perspectives de mise en œuvre ; Séminaire organisé par la Banque mondiale, du 8 au 13 mars 2016, Beyrouth, Liban.***

ARTICLES PUBLIES en 2015 :

La libre administration des collectivités territoriales, Revue « Stratégie et Droit des Affaires au Maroc, n° 4, Juillet-Août 2015, Paris (ISSN 2275-0770).

OUVRAGES

1. ***L'organisation administrative***, REMALD, Série « Manuels et travaux universitaires, n°66, 2006, Editions Maghrébines, Casablanca (mars 2006), mis à jour jusqu'en 2012.
2. ***Le droit d'accès à l'information, levier pour l'accès à la santé***, ouvrage publié en collaboration avec Espace Associatif, Rabat, Février 2015 (Dépôt légal : 2015MO3982, ISBN : 978-9954-2405-8).
3. ***Promouvoir la participation des associations : levier pour la gouvernance locale au Maroc***, ouvrage publié en collaboration avec Forum des Alternatives Maroc, Rabat, décembre 2015 (Dépôt légal : 2015MO4326, ISBN : 978-9954-36-724-7).
4. ***Le cadre législatif et réglementaire de la gouvernance participative locale au Maroc***, Manuel rédigé pour le compte de la GIZ Maroc (coopération allemande), édition janvier 2017.